



CIBLE

Euroréalistes

Une union des « Jeunes euroréalistes » vient de se constituer. L'événement est significatif du rejet croissant de l'Europe de Bruxelles par la jeune génération politique.

Longtemps, l'Europe des traités s'est présentée comme une promesse d'avenir généreusement offerte à une jeunesse moderne, capable de dépasser les carcans nationaux et les vieux clivages partisans.

Or la génération de Maastricht veut « briser le tabou européen » et relancer le débat sur l'Europe qui a été totalement évacué lors des dernières élections européennes.

Telle est la volonté exprimée par des militants du Parti socialiste, de l'UMP, de « Debout la France » qui veulent repenser le projet français et le projet européen afin de « ne pas laisser aux extrêmes le monopole de la critique de l'Union européenne en ne restant pas de simples spectateurs de la montée progressive du Front national. »

Les jeunes euroréalistes mettent en débat les politiques d'austérité, la monnaie unique, le libre-échange au nom d'une conception exigeante de la souveraineté nationale. Excellente initiative !

Jean-Luc Mélenchon

Impasse et manque

p. 3

Élections

Conservatisme
américain

p. 5

Idées

Cornelius
Castoriadis

p. 9

Rédaction-administration

38, rue Sibuet - Boite no 13
75012 Paris

Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Y. Aumont

Com. paritaire :

05 14 - G 84 801

ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Euroréalistes

P 2 : Russie : Mistral perdant

P 3 : Jean-Luc Mélenchon :
Prophète de l'ère du peuple ?

P 4 : Recherche : Science
en marche : réveil des
consciences ou réaction
postmortem ?

P 5 : États-Unis : Le conserva-
tisme américain

- Brèves : Yémen, Japon,
Italie, Roumanie, Lesotho

6/7 : Chrétiens d'Orient -
Les hommes en trop

P 8 : Économie : God save
the Keen

P 9 : Idées : Le génie de
Castoriadis

P 10 : France : L'été (20)14

P 11 : Mercredis de la NAR
-

P 12 : Éditorial par B. Re-
nouvin

**Communiquer
avec la NAR**

info@nouvelle-action-
royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01 42 97 42 57

Russie

Mistral perdant

Que les navires soient finalement livrés ou pas à la Russie, le contrat des Mistral sera un fiasco total pour la France.

Le 5 janvier 2011, Nicolas Sarkozy signait un accord gouvernemental sur la vente à la Russie de quatre bâtiments de projection et de commandement Mistral, dont deux fermes. Premier construit, le BPC Vladivostok devait être livré en novembre de cette année et 400 marins russes sont arrivés à Saint-Nazaire le 30 juin pour se former à son manie- ment. Mais la crise ukrainienne a changé la donne.

Cédant aux pressions américaines et européennes, François Hollande a décidé le 3 septembre 2014 de suspendre la livraison du Vladivostok. Confirmant cette décision, Michel Sapin déclaré le 30 octobre que les conditions n'étaient pas réunies pour livrer les navires Mistral à la Russie. Si le gouvernement persiste, les conséquences financières seront très lourdes. « La France doit livrer ou rendre l'argent » a rappelé le porte-parole de la diplomatie russe.

Combien ? Au moins deux milliards d'euros avec les pénalités. Plusieurs milliards selon la presse russe. De plus, plusieurs centaines d'emplois seraient en jeu. Le souci d'assurer la pérennité des chantiers STX de Saint-Nazaire avait pesé dans la décision prise en 2011 par le gouvernement. La remise en cause de la vente fragilisera ces chantiers et l'avenir de la construction navale française, largement dépendants de l'État. Un embargo international sur les ventes d'armes destinées à

la Russie aurait permis la prise en charge par un assureur d'une annulation du contrat. Non seulement cet embargo n'a pas été décrété à ce jour, mais, selon L'Expansion, le contrat d'assurance conclu avec la Coface laisserait reposer sur l'État seul la charge du remboursement.

Il serait alors possible de revendre les navires à un autre pays, (1) mais lequel ? Et les négociations peuvent prendre



des années, pendant lesquelles il faudra entretenir les navires, qui perdront leur avance technologiques, ce qui diminuera leur valeur marchande. Le maire PS de Saint-Nazaire, David Samzun, pour sa part, a souhaité « la solidarité nationale et même européenne » en cas d'annulation définitive de la livraison. La « solidarité nationale » on voit bien ce qu'elle sera pour le contribuable : quelques milliards d'euros gaspillés, après Écomouv' et l'arrêt d'autres projets. Quand à la solidarité européenne, on doute qu'elle se manifeste en espèces sonnantes et trébuchantes. Plutôt en leçons données à la France sur son déficit budgétaire et sa prétention à avoir une politique industrielle. Même si la France échappe au désastre

financier, elle n'échappera pas au fiasco diplomatique, déjà consommé. En 2011, le contrat s'inscrivait dans une stratégie de détente avec la Russie qui n'a jamais acheté un navire de guerre à l'étranger depuis 1945. Sarkozy, par ailleurs responsable de la réintégration de la France dans le commandement intégré de l'Otan, n'aurait pas mesuré toutes les implications de son engagement.

S'il avait été homme d'État, le président Hollande aurait tenté de transformer l'inconséquence de son prédécesseur en occasion historique de replacer la France sur la scène internationale. Il a préféré la soumission aux Américains. Ses tergiversations et sa capitulation finale affaibliront durablement la France : quelle crédibilité accorder à un pays incapable d'honorer ses engagements ? Là encore, combien de contrats perdus à cause de notre faiblesse ? Hollande ne peut tirer aucun bénéfice de cette affaire. Le Front national, pour sa part, veut tirer les marrons du feu, en participant au collectif « Mistral Gagnons » pour défendre la livraison des deux navires à la Russie. Et les 400 marins russes toujours présents à Saint-Nazaire ? On les voit en ville, par petits groupes, fréquentant quelques cafés, faisant marcher le commerce local. Mais il n'y a pas eu de véritable contact, avec la population. La situation internationale a renforcé le devoir de réserve imposé aux militaires. Pour la cérémonie d'accueil des marins, le maire s'est contenté de recevoir trois officiers. Un Nazairien confiait à un journaliste : « On les voit passer devant nos bureaux le matin et au déjeuner, mais sinon, on ne les a ni vu ni entendus. ». Une belle occasion de fraternisation manquée.

Laurent LAGADEC

(1) Au moment de l'annonce du contrat, entré en vigueur fin 2011, il était question que Saint-Pétersbourg réalise l'équivalent d'environ 20 % de la coque du premier bâtiment puis 40 % de celle du second. Dans ce cas, la France pourrait-elle exporter le bâtiment vers un pays tiers sans obtenir l'accord du gouvernement russe ?

Prophète de l'ère du peuple ?

Ce petit volume ⁽¹⁾ donne lieu dans les médias au spectacle convenu : l'auteur brocarde avec entrain la caste qui l'accueille - et persiste à l'accueillir sous les horions... L'irrévérence est une politesse de cour que pratique en virtuose Jean-Luc Mélenchon.

Mais revoici le personnage : un franc-tireur ardent aux formules à la hussarde, sensible à la beauté d'une idée ou d'un paysage, tour à tour rogue, rageur, enthousiaste... Bref, un oiseau marquant parmi les emplumés de la volière politique. Rendons-lui cette justice : nonobstant son ego surabondant, Mélenchon fait vibrer le cœur, ranime le goût du débat, l'indignation, parfois l'espoir.

Après l'amertume de ses revers électoraux et de son alliance au PC, le « retour » du leader du Front de gauche serait-il convainquant ? Prologue obligé, tombe le réquisitoire contre un François Hollande élu par défaut, mais qu'on n'aurait pas cru à ce point « *Fourbe... Servile... Glauque* », renégat de ses promesses d'homme de gauche et même de la cohérence du langage : « *Voleur de mots confisqués et mis sur des objets sans rapport...* ». L'abolition du sens mène à la mort du socialisme annoncée par « le cynique Manuel Vals ». L'indignation prend un accent gaulliste : « *l'accord pour le déploiement des batteries anti-missiles nord-américaines en Europe* » signé à Chicago est « *la fin de la dissuasion nucléaire*. » Impardonnable.

Notre imprécateur change de ton pour tenter d'inscrire son projet « éco-socialiste » dans une vision panoramique du devenir de la planète. La densification démographique conjuguée aux dégâts productivistes

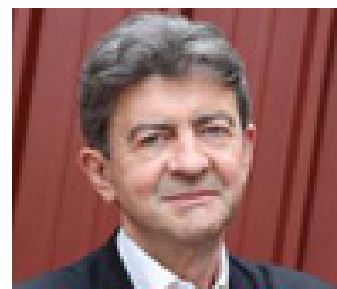
d'un capitalisme de plus en plus oligarchique lui suggère que la cascade de crises - environnement, dollar, annexion de l'Europe par l'Amérique... - débouchera sur une ère où les régulations de l'espace économique et du temps social imposeront une « planification écologique ». Et il baptise cette ère « anthropocène ».

Dans quelles conditions politiques s'accomplira cette révolution, une fois évacuée la prétention sociale-démocrate à « partager les fruits de la croissance », et, à croissance faible, ne laisser en partage que les dividendes aux actionnaires ? C'est là que ses camarades marxistes le guettent au tournant. Il déduit de l'urbanisation galopante sur tous les continents que le moteur de l'histoire n'est plus dans les lieux de production d'où s'est menée la lutte des classes, mais qu'il est transféré à la population, dans l'espace/temps urbain devenu le lieu du politique. De là renaît le Peuple comme sujet de l'histoire, créateur de sa souveraineté, peuple constituant...

Mélenchon est fondé à crever la vulgate marxiste et retrouver l'élan « sieyèsien » de 1789, quand le tiers-état intègre les divers ordres de la Nation. Mais, à partir de cette cellule-mère démocratique, il pousse l'imitation jusqu'à vouloir une Constituante, et la prépare cette fois, non pas par des Cahiers de doléances, mais par une pétition pour une république nouvelle : la VI^{ème}. Nos estimations sur ce point divergent.

D'abord parce qu'il y a malentendu sur l'usage de la Constitution. Déplorant que celle de la V^{ème} République ait été réformée vingt-deux fois - le plus souvent sans consultation populaire - voici qu'en affectant de laisser les choix ouverts, il cède à la manie chiraco-sarkozienne de constitutionnaliser à tout va, au rythme des poussées d'opinion. Lui-même y introduit - à côté de l'interdiction de la brevetabilité du vivant qui y aurait sa place - des choix de bioéthique - « gestion de la vie », du droit de laisser naître à celui de faire mourir, - auxquelles lui-même adhère (avec Hollande), et en même temps, des correctifs économiques - fixation des salaires-plafond des chefs d'entreprise, redéfinition de la propriété privée du capital ou répartition entre travail qualifié et revenus financiers, investissements et dividendes... Toutes mesures conjoncturelles qui seraient un carcan à la liberté de décision gouvernementale et source de perpétuelles chicanes. Au lieu d'offrir un cadre à la vie de la nation, cette Constitution ballottée de gauche et de droite serait l'escarpolette des campagnes électorales.

La Constitution actuelle, héritière d'une histoire longue, éprouvée par un demi-siècle de vie nationale, a atteint un degré d'élaboration et de pertinence tel que la mettre au rebut est inepte. Si vraiment, et nous en convenons, elle se prête à « un détournement du pouvoir », il suffit de l'affranchir - y com-



pris de force - du micro-césarisme présent pour restaurer une présidence dépravée par le quinquennat et y intégrer, après référendum, le tirage au sort, le référendum révocatoire, etc. . C'est la **pratique intelligente des institutions** et non leur échangeisme qui forge l'histoire.

Son insistance à loger sa VI^{ème} au cœur de la prochaine campagne présidentielle fait naître le soupçon que ce formalisme fait diversion à l'urgence qu'il y a de proposer, non pas des oripeaux mais le corps d'un politique nouvelle. La fuite devant les vraies urgences, est hélas une constante paradoxale chez Mélenchon. Ce fonceur est un as de la dérobade. En contradiction avec les premiers objectifs fixés par lui-même pour rendre sa souveraineté à la France, de quelles arguties n'use-t-il pour amortir son volontarisme ? Pantomime dilatoire envers l'Allemagne : aller lui demander raison sur l'euro et, devant son refus, s'en remettre à une consultation nationale... Où sont les convictions qui, habitant un homme d'État véritable, lui feront **construire la rupture historique** indispensable, entraînant le pays du même élan ? Jean-Luc Mélenchon en a payé le prix, déjà, en laissant à Marine Le Pen cette position-clé de la légitimité de la nation comme lieu de la souveraineté.

Dans une lettre ouverte fraternelle, (2) Jacques Sapir a tout fait pour l'aider à se ressaisir. Ce petit livre sympathique ne prouve pas, hélas, que l'ère du peuple selon Mélenchon soit à venir.

Luc de GOUSTINE

(1) Jean-Luc Mélenchon - « **L'ère du peuple** », 144 pages, 10/2014, Fayard, 10 €.

(2) 31 juillet 2014 - <http://russeurope.hypotheses.org/2606>

Science en marche : réveil des consciences ou réaction postmortem ?

Après les grandes grèves de 2009, qui s'étaient terminées par une reddition sans conditions face au chantage aux examens du gouvernement Fillon, la recherche et l'enseignement supérieur s'étaient tus et n'avaient pu que subir les décisions meurtrières de Nicolas Sarkozy.

Nous avons décrit à l'époque comment s'était élaborée de forme très consciente la logique de démantèlement des structures de recherche (*Royaliste* n° 926), et commenté cet épisode lamentable (*Royaliste* n° 950). Le fait que la recherche se soit tue depuis cette date ne veut pas dire que les décisions gouvernementales ne produisaient pas leurs effets. Les universitaires dans leur manifeste de 2009 signalaient : « *Il est désormais évident que l'Université française n'est plus seulement en crise. Elle est, pour nombre de ses composantes, à peu près à l'agonie.* » Il ne s'agissait pas d'une clause de style, mais d'une analyse parfaitement documentée. La seule bonne nouvelle depuis lors, c'est que l'agonie se prolonge et que l'Université et la recherche arrivent, par Dieu sait quel miracle, à maintenir des foyers de résistance et à sauver l'essentiel : leur survie.

Le gouvernement de François Hollande, dont on espérait, là comme ailleurs, qu'il allait au moins en partie redresser la barre, s'est contenté de poursuivre la tâche entreprise depuis maintenant plus de 20 ans, qui consiste à retirer à la recherche tout pouvoir de décision et de programmation. Et bien sûr à en réduire les financements au minimum légal.

Où en est-on maintenant ? La recherche est revenue sur le devant de la scène avec la

lettre ouverte des 660 directeurs de laboratoires à François Hollande, qui présente un diagnostic sans surprise : des budgets plus qu'insuffisants (où est le temps où l'on promettait de dédier 3 % du budget national à la recherche ?) ; des recrutements pratiquement inexistant (à peine 250 postes de chercheurs ouverts pour le CNRS en 2014, quand des milliers seraient nécessaires, ne serait-ce que pour régulariser l'emploi précaire grâce auquel survit l'Institut) ; des branches entières de la recherche disparues ou en passe de disparaître (en particulier en sciences humaines) ; les financements de la recherche en chute libre et distribués au compte-goutte par l'ANR (1) (de 20 % des projets acceptés en 2009 à 8,5 % cette année), etc. Par ailleurs, comme le voulait le principe assumé de déviation des crédits publics vers le privé, le « crédit impôt-recherche », qui a crû démesurément (de 1,8 milliard en 2008 à... 6 milliards cette année) n'a produit aucun résultat scientifique et la recherche privée en France reste insignifiante. Il est clair que le budget de la recherche s'est transformé en cadeaux sans contrepartie pour le secteur privé : le groupe « La Science en marche » signale par exemple qu'il suffirait de prélever 180 millions sur les 6 milliards du Crédit Impôt-Recherche pour pouvoir créer les 3000 emplois vitaux qui permettraient à la recherche

de simplement continuer au niveau (lamentable) actuel ! Bref, la situation est devenue de plus en plus catastrophique, et la place de la recherche en France, qui s'est effondrée dans le panorama mondial, permet objectivement de constater les dégâts. Même si, comme le clame le gouvernement, notre pays produit toujours - par quel miracle ? - des prix Nobel.

Nous nous trouvons donc devant la déliquescence annoncée : des Instituts qui ne sont plus que des gestionnaires de personnel (agences de moyens) sans aucune initiative de programmation possible, des budgets en déshérence, des agences de sélection (ANR) et d'évaluation (AERES (2) et ses avatars) contestées par l'ensemble du secteur, des docteurs et doctorants précaires recrutés exclusivement sur CDD de 2-3 ans (après 10 ans d'étude), des disciplines disparues ou mourantes, des évaluations biaisées, et des moyens déviés de leurs buts et transformés en cadeaux à un secteur privé qui ne développe pas plus de recherche pour autant. Nous le notions en 2009 « Crédit d'impôt-Recherche, cadeau offert aux grandes entreprises privées, sans contrepartie : pas d'exigence de résultats, pas de condition de recrutement de doctorants, pas de plafond de dépenses. » Partageant le diagnostic établi par les dirigeants de la recherche en 2009, nous concluons à

l'époque : « *On peut considérer dès maintenant [que l'Université] est mourante, non par incapacité, manque de personnel ou de volonté, mais par asphyxie voulue des structures qui la faisaient fonctionner.* » La pression asphyxiante est toujours forte, mais miraculeusement la bête résiste et survit encore : pour combien de temps ?

Devant ce panorama bien noir, des initiatives ont donc resurgi, et parmi elles le mouvement « La Science en Marche », héritier de « Sauvons la Recherche ». Par ailleurs « 660 directeurs de laboratoire, les cadres du système, ont envoyé le 14 octobre à l'Élysée un courrier collectif qui réclame un plan d'urgence pour la recherche. Une date choisie à dessein pour précéder de peu la manifestation de vendredi. Et une liste de signataires montrant qu'un fossé d'incompréhension et de déception se creuse entre le président de la République et nombre de ses soutiens de 2012 » (*Libération*, 16 octobre). Enfin est arrivée l'initiative de la marche du personnel de la recherche sur Paris qui a eu un succès considérable. Les laboratoires se réveillent, et ceci malgré les tactiques des gouvernements successifs pour détruire la solidarité entre les chercheurs (distribution de budgets à la tête du client, création de primes individuelles, arrosage d'avantages sur les chercheurs les plus anciens : de mémoire de chercheur, on n'avait jamais vu les légions d'honneur pleuvoir sur la recherche comme aujourd'hui). Mais l'état mortel de la recherche a fini par réveiller tout le monde, et la lettre des 660 à François Hollande signale peut-être le réveil de la recherche après un long sommeil cauchemardesque. En tout cas il faut le souhaiter.

François VILLEMONTAIX

(1) Agence Nationale pour la Recherche (évalue les projets soumis et attribue les budgets aux gagnants).

(2) Agence d'Évaluation de la Recherche (évalue les structures - instituts, Unités de recherche, laboratoires, etc.).

Le conservatisme américain

Mitch McConnell, sénateur du Kentucky, est désormais l'homme le plus puissant d'Amérique et pour longtemps, au-delà des élections présidentielles de 2016.

La victoire républicaine (53 sénateurs sur 100, 243 représentants sur 435, 33 gouverneurs sur 50) est sans précédent. Seul le bureau ovale y échappe, mais cela n'a plus guère d'importance. Même si un républicain était élu en novembre 2016, la réalité du pouvoir resterait au Capitole et aux États. C'est la grande révolution institutionnelle que connaissent les États-Unis aujourd'hui. Elle n'est pas encore perçue à sa juste mesure de ce côté de l'Atlantique tant la position de président des États-Unis est importante au plan international. Or c'est une perspective trompeuse. Washington - pas plus que New York - ne sont l'Amérique. Depuis le 5 novembre moins que jamais. C'est un renversement historique d'une évolution remontant à la guerre de Sécession et plus récemment au New Deal et à la Seconde Guerre mondiale poursuivie jusqu'en 1991. Le balancier se déplace désormais dans l'autre sens.

Que cette « révolution conservatrice » soit incarnée par un illustre inconnu hors des frontières, un septuagénaire issu d'un État marginal à la limite entre Nord et Sud, en dit long sur son exacte nature. En effet, ce bon papa a emporté le Grand Vieux Parti (Grand Old Party ou GOP, nom exact du parti républicain) à la victoire totale en reléguant tout ce qui faisait office de pensée politique. Il a gagné sur les ruines des idées défendues par les groupes de réflexion qui avaient tenté de

donner au long des années une idéologie au parti, de le structurer autour de « valeurs » : la « majorité morale » à l'offensive sous Clinton, les « néo-cons » triomphants sous Bush, et le « Tea Party » qui avait émergé en 2010. Vu de Hazard, Kentucky, tout cela n'a jamais fait grand sens et surtout avait empêché le parti de gagner déjà en 2012, alors que le pouvoir était à prendre, Obama fléchissant. Avec Mitch McConnell, les intellectuels peuvent retourner à leurs chaires, les éditorialistes des revues d'idées à leurs papiers et les pasteurs à leurs pupitres. Place aux pragmatiques, aux entrepreneurs, aux hommes et femmes de terrain, aux vieilles recettes politiciennes. Un parti ne peut gagner qu'en demeurant étroitement lié à sa base. Ni McCain en 2008 ni Romney en 2012 n'avaient su être vraiment en phase avec leur électorat. Cette fois c'est Obama et les candidats démocrates en général qui jouent déphasés, Hillary Clinton compris. C'est une vraie leçon de populisme que donne McConnell sans être pour autant un démagogue.

Pour un peu, on serait revenu soixante ans en arrière avec la naissance de ce que l'on a appelé un « nouveau conservatisme » pour remonter le courant après l'ère rooseveltienne ou cinquante ans avec la nouvelle majorité bâtie par Richard Nixon après l'ère Kennedy sur la reconquête des États du Sud. Enterrés alors les républicains libéraux de la côte est symbo-

lisés par la famille Rockefeller, mais aussi les « Dixiecrates » ségrégationnistes. Enterrés aujourd'hui les évangéliques, les néo-cons et les Tea party. Que reste-t-il ? Une nouvelle stratégie de conservation du pouvoir : clientélisme, charcutages électoraux, certes mais aussi un nouveau climat d'affaires, libéré des contraintes étatiques, sociales ou environnementales, un esprit offensif, le retour de l'unilatéralisme américain, y compris à la Cour suprême.

Dans l'ombre de McConnell, à ses côtés sur le podium de la victoire, un autre homme à suivre, « *le plus intéressant aujourd'hui dans la politique américaine* » selon le magazine *Time* daté du 27 octobre dernier, l'autre sénateur républicain de l'État du Kentucky, élu en 2010, Rand Paul, à ne pas confondre avec son père Ron Paul, ex-candidat indépendant à la présidence, qui a popularisé des vues libertariennes et isolationnistes à droite. Le fils en a pris et en a laissé, s'essayant à un nouveau compromis entre thèses libérales (au sens européen) et conservatrices qui pourrait devenir le credo dominant du parti demain. Rand Paul n'a que 51 ans et l'avenir devant lui.

Qu'on le dise et que cela semble avéré est une autre preuve du pouvoir fantastique de faiseur de roi que va désormais exercer le chef de la majorité au Sénat, Mitch McConnell.

Yves LA MARCK

Brèves

Yémen

Le 28 octobre : suite à l'invitation des rebelles Zaydites qui se sont récemment emparés de la capitale Sanaa et qui se réclament de l'ancienne monarchie abolie en 1962, la maison royale du Yémen a fait son retour dans le pays avec l'arrivée du petit-fils du dernier souverain.

Japon

Le 29 octobre : lors de la visite du couple royal des Pays-Bas au Japon qui a duré six jours, la presse japonaise s'est faite l'écho du retour dans ses fonctions officielles de la princesse héritière **Masako** qui n'avait pas été vue du grand public depuis 11 ans.

Italie

Le 8 novembre : l'*Unione Monarchica Italiana* (Union Monarchique Italienne) a organisé une manifestation à Rome, réunissant une centaine de royalistes. Devant une vague de drapeaux aux armes de la Maison royale de Savoie, **Alessandro Sacchi** a prononcé un discours appelant les monarchistes à se poser en alternative à la République.

Roumanie

Le 2 novembre : la coalition monarchiste PMP-PNTCD a obtenu 5,18 % des voix (484 397 votes) lors du premier tour de l'élection présidentielle marquée par une campagne axée autour de l'organisation d'un référendum sur le retour de la monarchie.

Lesotho

Le 11 novembre : alors que le pays subit une crise politique depuis le putsch militaire du 30 août dernier, la police a découvert un complot visant à assassiner le Premier ministre **Tom Thabane**. Le roi **Lietsie III** a été récemment nommé médiateur par les partis d'opposition afin de trouver une solution rapide à cette crise.

Frédéric de NATAL

Les hommes en trop

Après *Dieu est américain*, *L'Apocalypse russe* et *Le Paradoxe persan*, trois ouvrages dont nous avons rendu compte, Jean-François Colosimo, qui enseigne la théologie tout en faisant son métier d'éditeur, poursuit son enquête sur les métamorphoses de Dieu en politique par une évocation de la tragédie vécue par les chrétiens d'Orient. ⁽¹⁾

L'histoire est violente mais cette banalité ne conduit pas nécessairement à la résignation, au cynisme ou à la surenchère. Jean-François Colosimo nous rappelle qu'aux heurts sanglants de l'Iliade succèdent des moments de grâce, pendant lesquels les hommes se redécouvrent frères.

Cette évocation d'Homère ne doit rien à la prétention littéraire. Elle permet le rappel d'une vérité anthropologique à laquelle s'ajoutent des réalités qui concernent notre civilisation. Si l'Europe occidentale puise abondamment à la source grecque antique, d'abord située en Asie mineure, elle doit le christianisme à l'Orient qui vit naître sa théologie et ses premières communautés de croyants - puis s'affirmer Byzance que nous avons ici trop tendance à oublier ou à caricaturer.

D'où une indispensable mise au point. On trouvera dans le livre de Jean-François Colosimo, au chapitre V, un exposé précis et dense d'une histoire religieuse marquée de controverses et de schismes qui continuent de distinguer des Églises

unies par une même pensée de l'autorité, de la médiation, de la temporalité... Le continent européen - qui comprend évidemment la Russie - n'est pas intelligible sans cette prise en considération du christianisme oriental. C'est pourtant le cadet des soucis de l'Union européenne : elle se prend pour l'Europe tout entière, elle bavarde sur les valeurs mais, pour Bruxelles, les chrétiens d'Orient ne sont pas de bonnes victimes, « éligibles » à sa compassion bureaucratique.

Au contraire, aux yeux de l'extrême droite, ces chrétiens sont devenus des témoins utiles - utiles quand ils se font égorger car leurs cadavres prouvent l'infinie méchanceté des musulmans de tous pays, ligüés contre *l'Occident chrétien*. Cette récupération tardive de gens qui ne sont après tout « que des Arabes » est à la fois grotesque et odieuse : elle érige les chrétiens d'Orient en ennemis de l'islam alors qu'ils ont toujours voulu entretenir avec leurs compatriotes musulmans des relations paisibles - et cela malgré le statut inégalitaire (3) qui leur était imposé. Les chrétiens d'Orient n'ont pas été victimes d'un islam diabolisé mais

d'ennemis acquis à la modernité, de l'Europe elle-même et de leurs propres choix stratégiques.

Il y eut, au XX^e siècle, deux entreprises majeures d'élimination. D'abord, d'avril 1915 à juillet 1916, le génocide des Arméniens qui n'est pas dans la logique ottomane mais dans celle, moderniste, nationaliste, ethnociste, technicienne, de la révolution Jeunes-Turcs qui organise l'extermination fondatrice de la Turquie nouvelle. Mais on ne sait pas assez que les assyriens et les grecs-orthodoxes du Pont-Euxin furent victimes de massacres, de déportations et de famines, que les Grecs furent chassés d'Asie mineure par les troupes kémalistes. Dans ces deux entreprises de nettoyage ethno-religieux, l'islam est un facteur parmi d'autres. Dans l'empire ottoman, donc sous le khalifat, les communautés ethno-religieuses formées par les « gens du Livre » étaient reconnues et tolérées dans le cadre légal du *Millet* - alors que le nationalisme turc pratiquait l'exclusivisme religieux selon une doctrine laïque très différente de la nôtre.

Les responsabilités des acteurs politiques locaux dans

l'élimination des chrétiens d'Orient pendant et après la Première Guerre mondiale ne sauraient faire oublier comment ces « hommes en trop » furent utilisés puis abandonnés par plusieurs grandes nations.

Les Arméniens avaient été encouragés par la progression des Russes dans le Caucase : prise de Derbent en 1722, occupation du Karabakh en 1780, des khanats du Nakhitchevan et d'Erevan en 1828, annexion de Kars et Ani en 1877. Pendant la Première Guerre mondiale, ils participèrent aux offensives russes vers Erzurum et Trabzon - causes immédiates du génocide - jusqu'à ce que la Révolution de 1917 provoque la décomposition de l'armée russe du Caucase. Abandonnés par les Russes, les Arméniens se retrouvèrent face à l'armée turque avant que leur jeune République soit soumise par l'Armée rouge...

Les Grecs, profitant de la décomposition de l'empire ottoman, débarquèrent à Smyrne en mai 1919 avec les encouragements des puissances alliées. Ils pensaient reconquérir Constantinople et remportèrent des succès militaires en 1920 mais la France et l'Angleterre se rangèrent aux côtés de Mustafa Kemal qui prit Smyrne en 1922.

Les Assyriens, qui avaient cru aux promesses anglaises, se lancèrent sur l'actuel territoire

irakien dans une lutte contre la monarchie hachémite qui leur valut d'être, comme en Turquie vingt ans plus tôt, durement réprimés.

Pris dans leur ensemble, les chrétiens d'Orient ne sont pas étrangers à leur propre tragédie. Après la Seconde Guerre mondiale, ils ont tenté, pour affirmer leur existence, plusieurs stratégies qui ont toutes échoué.

Le **panarabisme** est conceptualisé et mis en pratique par des chrétiens qui veulent dépasser les oppositions confessionnelles par l'unification de la nation - syrienne, irakienne - autour d'un État laïc. On sait que le Baas est fondé en 1947 par Michel Aflak, grec-orthodoxe, et par Salah al-Din al-Bitar, sunnite. On sait aussi que les dictateurs syrien et irakien ont à la fois protégé et instrumentalisé les chrétiens...

La **cause palestinienne** fut elle aussi investie par les chrétiens, très influents auprès de l'Organisation de libération de la Palestine qui fait bon accueil, dans sa Charte, à toutes les spiritualités. Deux grecs-orthodoxes se placent à l'extrême pointe du combat et de l'action terroriste : Georges Habache, chef du prosoviétique Front populaire de libération de la Palestine et Nayef Hawatmeh, chef du prochinois Front démocratique. L'effondrement de l'Union soviétique marquera la fin de leur rêve révolutionnaire. Georges Habache est mort à Aman en 2008, Nayef Hawatmeh est réfugié à Damas.

En **Égypte**, les Coptes ont choisi, sous l'égide du pape Chenouda III (1923-2012), une stratégie diamétralement opposée : celle du communautarisme religieux qui les enfermait dans une rivalité mimétique avec les Frères musulmans, face à un État qu'ils auraient pu servir à l'exemple de Boutros Boutros-Ghali. Ils étaient dès lors expo-

sés à la double répression de l'État et des islamistes.

Au **Liban**, les Maronites - unis à Rome - ont choisi une stratégie d'affrontement avec les musulmans, selon une idéologie occidentaliste lourdement connotées de références franquistes (les Phalanges libanaises). Tout en menant la lutte contre leurs adversaires dans la guerre civile qui ensanglante le Liban de 1975 à 1990, les grandes familles maronites (Gemayel, Frangié, Chamoun) s'engagent à coup d'assassinats et de massacres dans une logique d'autodestruction.

Les chrétiens d'Orient auraient sans doute pu surmonter leurs déconvenues et leurs échecs si les États-Unis n'avaient pas décidé d'agresser l'Irak. C'est en 2003 que commence la **catastrophe américaine**. Les événements sont connus mais Jean-François Colosimo souligne le rôle des évangélistes américains embarqués avec l'armée américaine dans la « croisade » bushiste et qui se livrent à un prosélytisme échevelé. À la vision apocalyptique des wahhabites, répond le messianisme yankee et la froide détermination des néoconservateurs qui veulent purger le *Middle East* de toute menace - non pour l'Occident mythique mais pour le territoire sacré des États-Unis. Le plan de réorganisation du Proche-Orient est monstrueux dans son intention de découper les territoires afin d'y organiser une guerre endémique entre de petits États fabriqués à la va-vite. On veut créer un État arabo-chiite au détriment de l'Iran, une entité irako-sunnite, donner l'indépendance aux Kurdes et aux Baloutches et l'on songea même à créer un réduit chrétien-oriental auquel le Vatican fit renoncer.

Dans cette diplomatie du chaos, dans les fureurs de la guerre civile en Irak puis en Syrie, les

chrétiens d'Orient sont à nouveau pris dans de terribles étau. Les Américains, qui les méprisent, veulent les récupérer pour leur croisade mais ne font que les compromettre en les faisant passer pour des suppôts de l'Occident. Ils sont donc voués aux massacres, à moins de prendre les chemins de l'exil vers des pays aussi peu accueillants que le Liban et la Turquie - la Jordanie faisant exception - ou vers l'Europe et les États-Unis.

Quelle que soit la destination, le départ des chrétiens d'Orient des pays où ils vivaient depuis deux millénaires est et sera une catastrophe pour eux-mêmes, pour leurs concitoyens - et plus encore car ils étaient des **médiateurs** comme l'écrit Jean-François Colosimo : « ... à cheval sur la fracture que creusait la mondialisation, vivant de part et d'autre de la ligne de démarcation qui, peu à peu, s'imposait à la planète, le christianisme oriental s'instituait comme le tiers absolu d'un face à face autrement condamné au manichéisme. Par-là, cette théologie engageait aussi une politique. Très exactement une politique de la médiation. »

Par héritages théologiques et philosophiques, par tradition historique et diplomatique, la France pouvait comprendre cette politique de la médiation et en faire le principe de son action au Proche-Orient en coopérant avec la Russie et l'Iran chiite comme le propose Jean-François Colosimo. Mais les actuels détenteurs du pouvoir sont dépourvus de culture et de volonté. Ils ont confirmé le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan décidé par Nicolas Sarkozy ; ils sont délibérément englués dans



l'Union européenne et alignés sur les États-Unis.

La politique de la France au Proche-Orient est à reprendre de fond en comble. Elle sera l'affaire de ceux qui donneront congé à l'oligarchie atlantiste sans rien concéder aux nationalistes qui croient qu'on peut fonder une politique intérieure et extérieure sur le « choc des civilisations ». Les médiateurs ne sont indispensables que s'il y a des forces divergentes ou antagonistes à composer en vue de relations internationales apaisées.

Bertrand RENOUVIN

(1) Jean-François Colosimo - « *Les hommes en trop - La malédiction des chrétiens d'Orient* », 300 pages, 10/2014, Fayard, 19 €.

(2) En échange de diverses contraintes (fiscales notamment) les sujets ou citoyens non-musulmans - les dhimmis - peuvent pratiquer leur culte et bénéficient de la protection des autorités.

(3) Cf. notre entretien avec Jean-Marie Tissier : « *Le Proche-Orient a besoin des chrétiens* », *Royaliste*, n° 1050, février 2014.

Les Mercredis de la NAR

N'hésitez pas à nous communiquer l'adresse de vos amis.

Nous leur enverrons les programmes.

info@nouvelle-action-royaliste.fr

God save the Keen

À force d'écrire à longueur de colonnes sur les errements et les dévoiements de l'économie, il faut revenir aux fondamentaux et s'intéresser à la « science » économique pour en comprendre les tenants et les aboutissants. Encore faut-il pour cela que des spécialistes, des universitaires notamment, nous fournissent la matière première.

C'est le cas de Steve Keen, australien, économiste, spécialiste de la finance et directeur de l'unité Économie, Histoire et Politique de l'université de Kingston à Londres. Ce dernier avait fait paraître, en anglais, une première édition d'un ouvrage marquant, *Debunking economics*, en 2000. Une seconde édition, revue et augmentée a maintenant été traduite en français par les soins de l'équipe de Gaël Giraud, directeur de recherches au CNRS que nous recevrons le 7 janvier prochain pour les *Mercredis de la Nar*. Ce travail important a été mené par Aurélien Goutsmedt et nous permet aujourd'hui de traiter de ce livre, devenu *L'imposture économique* (1) et de participer à sa plus large diffusion.

Steeve Keen, est un grand spécialiste et, fait assez rare chez les gens de sa profession, dispose du recul sur lui-même et sa discipline suffisant pour pouvoir la remettre en cause. Nous vivons aujourd'hui sous l'empire de la *théorie classique* de l'économie, issue des travaux des premiers économistes libéraux et constamment revue mais rarement corrigée depuis les XVIII^e et XIX^e siècles. Les ultra-libéraux d'aujourd'hui en sont les héritiers, et c'est eux, et les politiques qu'ils ont impulsées et portées qui nous ont amené dans le désordre que nous vivons. Steeve Keen,

reprend un à un les principaux aspects de cette théorie, les démonte consciencieusement pour les faire apparaître ce qu'elles sont en réalité, c'est-à-dire rien de moins qu'une par faite et complète imposture.

Les critiques portées ne sont pourtant pas nouvelles, on les trouve dans d'autres ouvrages et surtout dans des communications beaucoup plus courte. L'intérêt est ici de pouvoir juger d'un ensemble et c'est une méthode beaucoup plus efficace que de mettre bout à bout des dizaines d'articles. Loin de se borner à *démontrer* les errements et les *à-peu-près* de la science économique, Steve Keen fait des propositions qui sont tout aussi intéressantes pour pallier les défauts. Il est évidemment impossible de résumer un tel ouvrage dans cette page, pour autant, on peut retirer, à titre d'exemple, deux éléments majeurs du travail de l'économiste australien.

Si l'économie est une science, elle doit être dynamique. C'est-à-dire qu'elle doit sans cesse s'enrichir, tenir compte de ses erreurs et de ses approximations, bref être matière vivante. La physique, par exemple, a beaucoup évolué depuis le milieu du XIX^e siècle, les découvertes d'Albert Einstein puis la création de la physique quantique ont permis des avancées essentielles. Albert Einstein avait compris une chose, c'est

que quelque soit la qualité de son travail et la valeur de ses découvertes, il n'en était pas moins susceptible d'erreur. La vertu, j'utilise ce mot à dessein, du scientifique a été de reconnaître une erreur fondamentale dans sa théorie (celle de la constance), de le dire et de corriger ses recherches en en tenant compte. Pourquoi cet exemple qui n'est pas de digression ?

C'est bien simple. Le *réflexe* de chercheur qu'a su avoir Einstein, comme bon nombre de ses collègues, les économistes orthodoxes en sont incapables. Au reste, *orthodoxe* est une épithète qui leur sied à merveille. Ils n'essaient nullement de créer une pensée nourrie de recherches, de tâtonnements, d'erreurs, de découvertes plus moins liées au hasard mais exactement l'inverse : ils créent des schémas de pensée et d'action de moins en moins compréhensibles pour *adapter* la réalité à leur croyance, à leur dogme. Ces gens sont prêts à vous démontrer que la terre est plate à l'aide de théories et de calculs très savants qui achèvent de convaincre le plus mou des gogos. Tous les grands penseurs économiques classiques ont le même défaut qui dès l'abord fragilisent leurs travaux.

Steve Keen, pour être parfaitement compréhensible use d'une métaphore chère aux

physiciens qui travaillent sur le temps et l'espace : celle du cycliste. Ne devriez vous lire que ce chapitre IX de l'ouvrage de Keen, cela vous permettrait de comprendre l'ensemble. C'est limpide. La théorie économique traite d'une matière inerte qui fait abstraction de l'espace-temps, exactement comme si on vous apprenait à utiliser une bicyclette uniquement à l'arrêt : on vous apprend à tenir, à changer d'axe, etc.. Stupide direz-vous ? On utilise un véhicule pour se déplacer, pas pour rester en place ? Vous avez tort ! Pour les économistes, le vélo ne bouge pas et l'économie non plus. Or, l'économie bouge, change, mute, mue à chaque instant sauf pour eux... Comment voulez-vous que ces gens soient susceptibles de prévoir, puis de traiter une crise alors qu'ils ne prennent pas en compte l'aspect dynamique de leur matière ? La crise ne peut exister, intellectuellement parlant. Une crise implique un mouvement et ce mouvement l'acceptation du temps qui passe. C'est au fond assez simple : les économistes classiques et néoclassiques font, sciemment, une erreur fondamentale. Les œillères si pratiques et qui permettent des gains substantiels.

Alors pourquoi être honnêtes, pourquoi faire preuve d'humilité ? L'erreur fait tellement plaisir aux puissants et génère de si belles rentrées d'argent qu'il ne se trouve pas grand monde pour remettre tout cela en question. Encore que les choses tendent à changer. Il est plus que temps.

Pascal BEAUCHER

(1) Steeve Keen – « *L'imposture économique* », Les Éd. de l'Atelier, Paris, oct. 2014, 27 €.



Le génie de Castoriadis

Si j'essaie de retrouver dans ma mémoire la trace d'un premier contact avec la pensée de Cornelius Castoriadis, je me retrouve assez loin en arrière. C'est probablement au début des années soixante, que j'ai acheté, sans doute dans une librairie du quartier latin, un numéro de la revue *Socialisme ou barbarie*. Je la connaissais de réputation, lancée à l'origine par des militants en rupture de trotskisme et attachée à une critique radicale du stalinisme. A priori, cela m'était sympathique, même si je gardais un sentiment d'étrangeté par rapport à une culture qui n'était pas précisément la mienne. Il y avait néanmoins des ponts possibles pour une rencontre dans l'espace libre de la pensée, qui ne correspond pas nécessairement aux stricts cadres universitaires, et encore moins aux formations politiques dominantes. François Dosse, dans la biographie très exhaustive qu'il vient de publier sur Cornelius Castoriadis, souligne l'incroyable faiblesse militante du groupe qui entourait la revue : pas plus de 25 ou 40 membres pour quelques centaines de lecteurs. Cela n'empêche pas que *Socialisme ou barbarie* ait été le lieu d'une des réflexions les plus fécondes du siècle, appelée par la suite, et sous le seul ressort du dynamisme intellectuel, à devenir l'objet d'étude des vrais penseurs à l'échelle du monde. Il y en avait un qui, dès le départ, ne s'était pas trompé sur le compte du Grec étonnant qui était au centre de ce minuscule mouvement : c'était Edgar Morin, qui trouva le mot juste pour définir la personne de son ami : « *Un Aristote en chaleur. Il n'était tel que parce qu'il avait en lui les ressources d'un « titan de l'esprit* ». »

C'est dire à quel point l'enquête minutieuse à laquelle François Dosse s'est livré, pour suivre pas à pas l'itinéraire de ce philosophe hors-normes, nous est précieuse. Cet historien a du métier, il s'est déjà fait connaître par ses ouvrages sur Michel Certeau, Paul Ricœur, Gilles Deleuze et Félix Guattari. Sa passion des idées le conduit à ne rien oublier de la problématisation en marche d'une œuvre, surtout lorsqu'elle s'identifie complètement à une vie. Dans le cas de Castoriadis, tout commence à Athènes, dans le contexte épouvantable de l'occupation nazie et de l'impitoyable guerre civile qui lui succéda. Ce n'est que par miracle que le jeune homme, déjà pleinement militant, échappera à la mort. Ce n'est pas n'importe quel combattant que Cornelius, c'est un analyste visionnaire, qui a compris sur le terrain que la victoire du communisme n'amènerait nullement l'avènement de la liberté. Et s'il a déjà fait un pas de côté, en adhérant à un groupe trotskiste, il est également en désaccord total avec la thèse selon laquelle, en dépit de la dérive stalinienne, l'Union soviétique serait restée un État ouvrier. Le seul salut pour ce personnage atypique est d'échapper à ce chaos infernal. D'où son exfiltration de Grèce, sur un navire de légende appelé « La nef des Grecs » qui lui permet de gagner Paris, désormais son port d'attache.

La capitale française va permettre à l'intellectuel grec (il restera toujours attaché à la Grèce sensible tout autant qu'à la Grèce antique) de donner toute sa mesure. J'avais oublié que Castoriadis avait derrière lui toute une carrière d'économiste à l'OCDE, qu'il quittera pour entamer une autre carrière professionnelle, celle de

psychanalyste. C'est important de le savoir, car le théoricien chez lui ne se sépare pas de la pratique concrète, et si on peut le considérer à certains égards comme un utopiste, ce n'est sûrement pas en raison de sa méconnaissance du terrain et de ses contraintes. Simplement, il ne se résoudra jamais à la stagnation et à l'enfermement dans une situation close. Son *ethos* personnel, en accord avec ce qu'il a retenu de la philosophie antique, place au centre de tout le projet d'un être libre, sans cesse en quête d'une plus large autonomie, dont il ne méconnaît jamais les conditions. On saisit que son exigence la plus intime mettrait tôt ou tard en cause le marxisme, et même l'hégélianisme. Au terme de l'étape, où avait été mise en œuvre toute sa puissance de discernement afin de démonter la structure bureaucratique du communisme, il devrait envisager l'autre étape d'une rupture philosophique radicale. Au fond, avec Marx, toute l'histoire était programmée, à l'enseigne d'un déterminisme causal inflexible. Et si Hegel était dans une perspective différente, l'histoire obéissait chez lui aussi à une nécessité immanente. Or, pour Castoriadis, l'histoire véritable est du domaine de la *praxis* vivante et de « *toutes les formes d'intervention qui favorisent l'épanouissement de l'autonomie de l'individu et des collectifs*. » Par ailleurs, cette sphère de la *praxis* ne se réduit pas à l'infrastructure économique, elle se nourrit de tout ce qui se développe dans des supra-structures culturelles, qui sont bien autre chose que des reflets de la réalité unique.

À ce moment, le philosophe a quitté Marx pour Freud, car la psychanalyse est beaucoup plus intéressante pour explorer le domaine anthropologique. Mais Castoriadis va se montrer également indépendant et original par rapport au freudisme classique et même par rapport à Lacan, qu'il a complètement réinterprété. Le désaccord avec ce dernier porte principalement sur la notion d'imaginaire distingué d'avec le symbolique. Il va mettre toute sa force intellectuelle au service de cet imaginaire qui, pour lui, est la clé de la liberté et de la faculté d'émancipation des hommes, cette autonomie inventée par les Grecs et reprise dans la perspective d'une démocratie active des citoyens. Toute la problématique en marche depuis longtemps aboutira au grand livre, qui domine toute son œuvre *L'institution imaginaire de la société* (1975).

Il m'est arrivé plus d'une fois de m'interroger sinon sur l'oubli, du moins sur l'indifférence qui entourait, depuis la mort du philosophe, les grandes thématiques de ses livres. Oui, il est vrai que nous sommes passés à une autre époque, qui a tourné le dos à toute eschatologie révolutionnaire pour laisser à peu près toute la place à l'économisme libéral, tout juste tempéré par un certain juridisme procédural. Castoriadis n'y aurait vu que la suite de ce qu'il appelait rageusement *la montée de l'insignifiance*, celle qu'il avait observée au lendemain de la chute du communisme. La question posée est bien de savoir si nous sommes parvenus à *la fin de l'histoire*, telle que Fukuyama l'avait annoncée, selon un schématisme hégélien, par avance condamné et dénoncé par notre inflexible libertaire. Justement, cette indifférence à Castoriadis aujourd'hui ne nous donne-t-elle pas la mesure de toute la révolte possible à l'encontre du conformisme absolu et de l'impossibilité prétendue pour les individus et les sociétés de reprendre la maîtrise de leur destin ? Ce pourrait être un motif pour lire la biographie si riche de François Dosse et revenir à une œuvre capitale, qui tout en éclairant la fin du siècle précédent, pourrait à nouveau féconder le siècle présent.

Gérard LECLERC

François Dosse – « *Castoriadis, une vie* », 500 pages, sept. 2014, La découverte, 25 €.

L'été (20)14

L'été 1914 fut merveilleux d'ensoleillement, c'était pourtant celui de la « faillite d'une civilisation ». Mais aussi l'aboutissement de « l'incapacité des hommes à apprendre de leurs erreurs. » ⁽¹⁾ L'été 14 de ce siècle a été peu ensoleillé, sous le joug des échos d'un Paris morose et d'une classe politique qui n'en finit pas de ne pas toucher le fonds du puits. À la plage, entre deux serviettes Ralph Lauren, on a entendu « Il faut que la France se libéralise ! » ... qui laisse perplexe.

Comment se fait-il que beaucoup aient encore l'impression que la France n'est pas suffisamment libérale ? La

France est en effet un des derniers pays d'Europe, et donc du monde, à bénéficier d'un État très protecteur mais on a visiblement encore du mal à la situer dans le cadre de l'Europe et de la mondialisation. Les derniers fleurons de nos industries sont vendus à des milliardaires de pays émergents ou cédés en partie à des groupes américains. Au contraire de l'Allemagne et des États-Unis qui protègent leurs fleurons industriels, la France ne cesse de perdre sa boussole et paraît sombrer dans la haine de soi. Elle vit dans une contradiction sclérosante : la culture d'un État fort mais une réalité qui est aussi celle d'une économie soumise au libéralisme. L'été 1914 signalait la fin des empires. Notre « monde d'hier » agonise depuis trois décennies et signe la fin des nations, du moins de leur suprématie mais également une confusion extrême des valeurs. C'est toujours d'une autorité dont on se défait. Mais aujourd'hui qu'en est-il, bel oxymore, de « l'autorité libérale » ?

Le rejet de l'autorité est notre idéologie et est devenu notre nouveau conformisme. Si le libéral se fait libertaire depuis plusieurs années, il a gagné en liberté individuelle et pour le meilleur. Cependant dès que l'on parle de droits pour tous, nous ne sommes pas loin de

tomber dans un dévoiement absolu de toute forme d'autorité, de celui qui finit par détruire les liens sociaux.

Tout d'abord, au sein de la famille et de l'école remise en cause par des parents d'élèves (2) et où certains manuels scolaires forment les enfants à y trouver, selon récemment une maîtresse de CP, les adultes ridicules, les « chipies » récompensées et autres repères flous.

Lorsque nous parlons d'immigration, sujet ultra tabou, sur lequel se cristallisent de nombreuses facettes du malaise européen, nous l'abordons principalement dans le cadre des droits de l'homme : l'obligation morale de porter secours rencontre aujourd'hui celle de l'urgence d'une « vraie » politique d'immigration. Pour Marcel Gauchet, (3) les droits de l'homme ne peuvent fonder une politique mais il reste seul et conspué face à une majorité pour qui l'immigration n'est donc ni un sujet démocratique ni un sujet politique mais principalement une affaire de droits.

Quand François Rebsamen ose mentionner un contrôle accru de la fraude à l'assurance chômage, le tollé est plus idéologique que jamais. Sans remettre en cause un système d'aide pour les plus démunis et l'assurance chômage, que penser de la possibilité de gagner davantage en restant chez soi qu'en travaillant ? Doit-on absolument partir du constat, à

gauche, que l'homme est bon ou de celui, à droite, qu'il est marqué par le péché originel ? Ne peut-on accepter ou simplement constater que s'il n'est pas toujours mauvais, il est aisément corrompible ? Ne peut-on tout simplement pas le responsabiliser ?

Sur le plan économique néanmoins, nous vivons encore en deux camps retranchés. Celui de ceux qui pensent que la France est un vieux dinosaure socialo-communiste et celui de ceux pour qui entreprise = marché = Satan. L'un et l'autre camp ont raison. L'un et l'autre camp ont tort. Deux camps binaires, mais dorénavant moins aisément répartis entre gauche et droite, un débat crispé et des mots qui n'ont plus de sens ou plus le même sens selon par qui ils sont employés. Les repères sont brouillés entre ce que la gauche et la droite sont censés défendre ou préserver. Pourtant c'est un fait : notre économie ne nous appartient plus. L'entreprise, le PS dit l'« aimer » et la droite est censée la défendre en priorité ; ils en respectent visiblement l'un et l'autre davantage les actionnaires (globalisés). Du côté industriel, même absence de combat, le début du mandat Hollande marque l'agonie définitive du site sidérurgique de Florange, lâché par l'Indien Mittal pour cause de gestion à court terme et ultra financiarisée : la France est en voie de désindustrialisation massive. L'identification à l'entreprise est en faillite et s'illustre par une crise de la fi-

gure du chef et en même temps une perversion du système de défense des syndicats.

L'homme est difficilement gouvernable ? Il l'est sans doute depuis toujours car englué dans ses subjectivités, névroses et idéologies qui l'éloignent de la rationalité indispensable à la gestion d'une communauté. Mais il l'est aujourd'hui plus que jamais car il ne trouve aucun repère auquel confronter ses contradictions. Comment finalement l'homme, cet animal « intelligent », penche-t-il si souvent vers la facilité de la subjectivité puis de la malhonnêteté intellectuelle, surtout lorsqu'il s'agit du rapport à la sphère collective ? Pour administrer une communauté, il s'agit de ne pas être consensuel mais en même temps de ne pas tomber dans des extrêmes dont la subjectivité annule la véracité. Il s'agit donc d'être équilibré sans être consensuel. Et gageure, d'être équilibré sans se faire traiter de réactionnaire. Il est donc bien téméraire de tenter la sagesse.

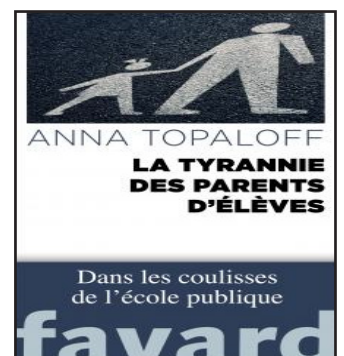
Seul un homme avec une vraie vision et acceptant d'être détesté pourrait parvenir à contenir toutes ces passions contradictoires. Nous ne cessons de l'attendre cet homme providentiel, sans plus y croire.

Kristine MASSA

(1) Stefan Zweig – « *Le monde d'hier* », traduit de l'allemand par Jean-Paul Zimmermann, 504 pages, Paris, 1982, Belfond.

(2) Anne Topaloff – « *La tyrannie des parents d'élèves* », 180 pages, 08/2014, Éd. Fayard, 14,50 €.

(3) Blog : www.marcelgauchet.fr



Mouvement

Conseil national

Le Conseil national de la Nouvelle Action royaliste se réunira à Paris le **dimanche 7 décembre**.

L'ordre du jour sera adressé aux membres du Comité directeur et du Conseil national avant le 15 novembre.

Journée d'études sur les institutions

Adhérent parisien et rédacteur à *Royaliste*, Patrick Louis (Patrick Pierran) a rédigé une lettre qui contient diverses critiques et un appel au débat interne sur les institutions.

Cette lettre a donné lieu à un échange d'idées qui s'est déroulé durant la période estivale entre plusieurs contributeurs.

Il se prolongera par une **journée d'étude sur les institutions**. Elle se déroulera le **samedi 6 décembre** de 14 h 30 à 17 h 30, dans nos locaux : 38, rue Sibuet 75012 Paris.

Cette réunion est réservée aux adhérents de la NAR.

Les Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'*Abonné des Mercredis* annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 3 décembre :

Notre ami **Luc BEYER DE RYKE**, familier des *Mercredis de la NAR*, revient pour nous parler de la Belgique.

Ancien présentateur du journal télévisé et député européen, lui-même francophone des Flandres, il est l'auteur de nombreux livres dont l'un s'intitule « Tocsin pour la Belgique » ;

Il nous dira si du tocsin on est passé au glas maintenant que les nationalistes flamands sont arrivés au pouvoir. Comme intitulé, il a choisi de mettre l'accent sur « **Les fantômes de la Collaboration** ».

Celle avec l'ennemi pendant les deux Guerres mondiales. Un éclairage sur ce qui agite beaucoup les esprits après l'arrivée du nouveau gouvernement fédéral.

Mercredi 10 décembre :

Historien, **Jean-Christian PETITFILS** a déjà publié une trentaine d'essais et de biographies parmi lesquelles un *Louis XIII*, un *Louis XIV* et un *Louis XVI* qu'il avait bien voulu nous présenter. Il manquait encore une biographie de **Louis XV**. La voici. On sait que le « Bien-Aimé » est devenu le « Mal-Aimé » auquel on reproche la perte du Canada et de l'Inde et un goût immodéré des femmes.

Jean-Christian Petitfils détruit cette légende noire. Il est vrai que la France a connu de lourdes défaites pendant la guerre de Sept Ans et que le pouvoir politique s'est heurté à maints conservatismes. Mais la Lorraine et la Corse sont devenues françaises et le royaume a connu un prodigieux développement économique.

L'histoire de ce règne nous permettra de retrouver le siècle des Lumières, passionné par les sciences et épris d'idées nouvelles qui deviendront dominantes peu d'années après la mort de Louis XV.

Royaliste

Nouveau !

Vos étagères sont pleines, vous ne savez plus où ranger vos exemplaires de *Royaliste* ?

Nous vous proposons de transformer votre abonnement journal en un abonnement à *Royaliste* en **PDF**.

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

() trois mois (20 €) () six mois (30 €) () un an (50 €) () soutien (120 €)

() abonnement annuel de soutien en PDF (50 €) () abonnement annuel en PDF (40 €)

Royaliste, 38 rue Sibuet - boîte no 13 - 75012 Paris

Contradictions frontistes

Le Front national tiendra son 15^e congrès à Lyon les 29 et 30 novembre. Les succès électoraux de ce parti, la popularité de sa présidente dans une fraction importante de l'opinion publique et la crise multiforme dont souffre notre pays stimulent l'ardeur de ses dirigeants et de ses militants. Puisque Marine Le Pen participera très probablement au deuxième tour en 2017, pourquoi ne remporterait-elle pas la victoire décisive ?

Laissons de côté l'arithmétique électorale, la critique de la thématique frontiste faite par ailleurs (1) et cette indignation morale qui n'a jamais rien empêché, pour envisager froidement l'hypothèse à la manière d'un *kriegsspiel* politique.

Si Marine Le Pen entre à l'Élysée, que fera-t-elle ? En supposant que tous les habitants de notre pays gardent un calme olympien - ce qui serait très étonnant - la présidente du Front national devra faire campagne pour gagner les élections législatives car la victoire d'un des partis oligarchiques la conduirait à se soumettre ou à se démettre. Nous sommes, on l'oublie trop souvent, dans un régime parlementaire et le gouvernement doit disposer d'une majorité stable à l'Assemblée nationale. Mais nous sommes aussi dans un système médiatique et politique où le discours autocratique fait prime : le candidat se présente comme s'il était lui-même législateur omnipotent. Ce qui pose aux frontistes deux problèmes : celui du Front national ; celui de Marine Le Pen.

Des candidats comme Nicolas Sarkozy et François Hollande

ont pu faire mille promesses qui relèvent du pouvoir législatif car nombre d'électeurs supposaient que l'UMP ou le Parti socialiste remporterait les élections législatives. Ce qui se produisit. Les partis de gouvernement ont été la solution du problème : ils ont permis au candidat élu de gagner son pari - car ce n'est qu'un pari.

Or le Front national n'est pas la solution, mais le problème. C'est un parti d'électeurs, qui dispose de très peu de cadres et qui est divisé. En gros, (2) je vois trois groupes fortement opposés :

- Autour de Jean-Marie Le Pen et de Bruno Gollnisch, les « vieilles chemises » de l'extrême droite qui cultivent le nationalisme xénophobe.

- Autour de Florian Philippot, très présent dans les médias, un courant néo-gaulliste ou supposé tel qui défend les services publics et réclame le retour à la monnaie nationale sans insister sur l'immigration.

- Autour d'Aymeric Chauprade, un courant qui milite pour le « choc des civilisations » : on y dénonce le « remplacement » de la « population historique » française « par une population en majorité africaine et musulmane » et on prépare la « grande séparation » : « *Notre pays a accueilli des millions de musulmans. Une partie restera, une autre devra partir.* » (3)

Bien entendu, on peut affirmer que tous les grands partis sont divisés en tendances et que cela ne les empêche pas de gagner des élections et de gouverner : il suffit que

le chef du parti passe verbalement des compromis assortis de distributions de postes. Mais le Front national n'est pas un parti gestionnaire : il clame haut et fort son opposition radicale à « l'UMPS ».

Or Marine Le Pen n'est pas la solution, mais le problème. Comme les autres chefs de partis, elle fédère dans ses discours les tendances contraires - selon la tactique politicienne qu'elle condamne. Mais elle ne peut espérer se maintenir par des compromis car toutes les tendances du Front national proposent des ruptures radicales : sortie de la zone euro, nettoyage ethnico-religieux, rejet des élites... Ces radicalités juxtaposées permettent de rassembler le jour du scrutin des électors très différents en jouant au législateur qu'on ne sera pas. Mais ces discours radicaux donnent des arguments solides à ceux qui disent que le Front national n'a pas changé. Cette argumentation est d'autant plus percutante que Marine Le Pen, à cause de son nom, continue de porter tout l'imaginaire négatif incarné par son père. Si elle est élue en 2017, elle suscitera des réactions violentes que son parti ne pourra pas contrôler et qui ruineront son projet de rassemblement.

Le congrès de Lyon parviendra-t-il à surmonter ces contradictions ? Il est permis d'en douter.

Bertrand RENOUVIN

(1) On retrouvera sur mon blog mes principaux articles critiques et notamment ma Lettre ouverte à Marine Le Pen de mai 2013.

(2) Pour une analyse fine, cf. l'analyse d'Olivier Dard dans Causeur, n° 18, novembre 2014.

(3) Manifeste pour une nouvelle politique internationale de la France, 11 août 2014.